

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD38-2024-01-17
du 18 janvier 2024**

**portant mise en demeure à l'encontre de la société CESAR SICLER (ENTREPRISE
CESAR) de régulariser la situation administrative de l'installation d'entreposage, de
dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (VHU) qu'elle exploite sur la
commune de Le Péage-de-Roussillon
et portant suspension du fonctionnement de cette installation dans l'attente de sa
régularisation administrative**

Le préfet de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le livre I^{er}, titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L.171-6, L.171-7, L.172-1 et R.171-1, et le livre V, titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L.511-1, L.514-5, L.541-22 et R.543-153 à R.543-166-2 ;

Vu le code de justice administrative, notamment le livre IV (l'introduction de l'instance de premier ressort), titre II (les délais) et l'article R.421-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 modifié par l'arrêté ministériel du 14 avril 2020 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

Vu l'arrêté du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 7 décembre 2023, réalisé à la suite d'une visite d'inspection effectuée le 20 octobre 2023 sur le site de la société CESAR SICLER (ENTREPRISE CESAR), implantée sur la commune de Le Péage-de Roussillon ;

Vu la lettre recommandée avec accusé de réception du 20 décembre 2023, faisant office de consultation contradictoire préalable prévue aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, par laquelle l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, a informé l'exploitant des propositions de mise en demeure et de suspension du fonctionnement de son installation susceptibles d'être prises à son encontre ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que tout stockage de véhicules hors d'usage (VHU) est soumis à agrément, en application de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 modifié par l'arrêté ministériel du 14 avril 2020 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

Considérant que toute exploitation d'un centre de stockage, de dépollution et de valorisation des VHU sur une surface de plus de 100 m² est une activité répertoriée sous la rubrique n°2712 de la nomenclature des installations classées, sous le régime de l'enregistrement, qu'à ce titre elle doit faire l'objet d'une demande d'enregistrement conformément au code de l'environnement ;

Considérant que la société CESAR SICLER (ENTREPRISE CESAR) n'a pas sollicité auprès de l'administration l'enregistrement et l'agrément VHU requis ;

Considérant que l'exploitation des véhicules hors d'usage est réalisée sur une aire non imperméabilisée ;

Considérant que la société CESAR SICLER (ENTREPRISE CESAR) n'est pas en mesure de réaliser les opérations sans risque pour l'environnement ;

Considérant que le défaut d'enregistrement et d'agrément d'une installation classée est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société CESAR SICLER (ENTREPRISE CESAR) de régulariser sa situation administrative et de suspendre toute activité sur son site jusqu'à la décision relative à la demande de régularisation administrative ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

Arrête

Article 1^{er} : La société CESAR SICLER (ENTREPRISE CESAR) (SIRET n°518 125 307 00018), exploitant une installation d'entreposage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage, située rue du Vieux Port, chemin de la Pertuisière sur la commune de Le Péage-de-Roussillon (parcelle AR37), est mise en demeure de régulariser la situation administrative de cette installation, en déposant sous trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, un dossier de demande d'enregistrement et d'agrément de centre de VHU, comprenant les éléments exigés dans le cahier des charges figurant à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 modifié, conformément aux articles R.512-46-1, R.543-153 et suivants du code de l'environnement.

Dans un délai de 24h à compter de la notification du présent arrêté, l'activité est suspendue jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande d'agrément.

Au titre de mesures conservatoires, la société CESAR SICLER (ENTREPRISE CESAR) est tenue d'évacuer, sous un mois vers les filières autorisées, tous les déchets et véhicules hors d'usage présents sur son site.

Article 2 : En cas de non respect de cette mise en demeure dans les délais prévus à l'article 1^{er} du présent arrêté, il pourra être pris à l'encontre de la société CESAR SICLER (ENTREPRISE CESAR), et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble dans le délai imparti par l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Cette décision peut par ailleurs faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application "Télérecours citoyens" sur le site www.telerecours.fr.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le sous-préfet de Vienne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CESAR SICLER (ENTREPRISE CESAR) et dont copie sera adressée au maire de Le Péage-de-Roussillon.

Le préfet

Pour le Préfet, par délégation,
Le Secrétaire Général

Signé : Laurent SIMPLICIEN